



PRÉFET DE L'AUBE

Arrêté n°PCICP2019339-0001

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Société SOUFFLET
Commune de NOGENT-SUR-SEINE

Arrêté Préfectoral portant mise en demeure de respecter les dispositions des articles 6.2.1 (Valeurs Limites d'émergence) et 6.2.2 (Niveaux limites de bruit) de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2013084-0011 du 25 mars 2013, pour les activités de la société SOUFFLET sur le site « NOGENT-PORT » - quai Sarraill à NOGENT-SUR-SEINE

Le Préfet de l'Aube,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

.....

- VU le décret du 12 juillet 2017 nommant Mme Sylvie CENDRE, secrétaire générale de la préfecture de l'Aube ;
- VU le décret du 9 août 2017 nommant M. Thierry MOSIMANN, préfet de l'Aube ;
- VU l'arrêté n° SCIAT-PCICP-2019116-0003 du 26 avril 2019 portant délégation de signature à Mme Sylvie CENDRE, secrétaire générale de la préfecture de l'Aube ;
- VU le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6 et L. 171-8 ;
- VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2013084-0011 du 25 mars 2013, et notamment ses articles 6.2.1 (Valeurs Limites d'émergence) et 6.2.2 (Niveaux limites de bruit) ;
- VU le rapport de mesure de bruit (DEKRA N° 09100482/1601 - 1/ 1 M00 réalisé suite aux mesures du 02/05/2016 au 03/05/2016) faisant état de mesures non conformes en zones à émergence réglementée, de jour et de nuit ;

- VU** le rapport DEKRA n° 11774726/1901 - 1/ 1 M00 réalisé suite aux mesures du 26/08/2019 au 27/08/2019 faisant à nouveau état de mesures non conformes, en limites de propriété de nuit et en zones à émergence réglementée de jour et de nuit ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées n° 19-426 du 5 novembre 2019 établi à l'issue de l'instruction d'une plainte déposée le 24 juillet 2019 en préfecture de l'Aube ;
- VU** la lettre de l'inspection des installations classées transmettant le rapport susvisé auquel est annexé le projet d'arrêté de mise en demeure, transmise par courrier en recommandé avec accusé de réception en date du 5 novembre 2019 à la société SOUFFLET, laissant à l'exploitant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations sur ce projet d'arrêté de mise en demeure à l'autorité administrative (préfet et inspection des installations classées) ;
- VU** la lettre du 15 novembre 2019 dans laquelle l'exploitant fait part de la réalisation d'une étude acoustique et de travaux réalisés ou à venir, et dans laquelle il demande au préfet de l'Aube de ne pas donner suite au projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure ;

CONSIDÉRANT que les rapports DEKRA susmentionnés font état de dépassements des valeurs limites d'émergence et des niveaux limites de bruits fixés aux articles 6.2.1 et 6.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2013084-0011 du 25 mars 2013 et que ces dépassements persistent depuis plusieurs années ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8 du code de l'environnement prescrit : « *I. Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »

CONSIDÉRANT qu'il convient donc de mettre en demeure la société SOUFFLET de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral susvisé ;

SUR proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture du département de l'Aube ;

ARRÊTE

Article 1 - Objet de la mise en demeure :

La société SOUFFLET est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite Quai Sarraill – BP 12 - 10400 NOGENT-SUR-SEINE, de respecter sous six mois les dispositions des articles 6.2.1 (Valeurs Limites d'urgence) et 6.2.2 (Niveaux limites de bruit) de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2013084-0011 du 25 mars 2013.

Article 2 – Sanctions :

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1 du présent arrêté dans les délais imposés, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 – Recours :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative, à savoir le tribunal administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE, 25, rue du Lycée – 51036 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE CEDEX ou par le biais de l'application telerecours (www.telerecours.fr) par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Article 4 : Notification :

Le présent arrêté sera notifié à monsieur le directeur de la société SOUFFLET.

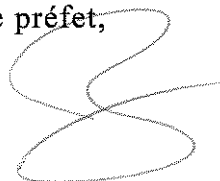
Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de NOGENT-SUR-SEINE et mise à disposition de toute personne intéressée.

Article 5 : Exécution :

Madame la secrétaire générale de la préfecture de l'Aube, monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, ainsi que monsieur le directeur départemental des territoires, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Troyes, le 05 DEC. 2019

Le préfet,



Thierry MOSIMANN

